> POINT DE VUE

1er mai: du pain sur la planche

Le premier mai, jour du travail, jour de fête, mais aussi jour de luttes. Il ne fait pas l'ombre d'un doute qu'il y a aujourd'hui encore beaucoup de pain sur la planche pour les socialistes que nous sommes. Pourtant, cela ne doit pas nous empêcher de fêter le premier mai, parce que nous pouvons être fiers de notre sécurité sociale par exemple, cette cathédrale que nous avons bâtie de nos propres mains.

Une pension décente pour tous

Aujourd'hui, notre sécurité est attaquée par les gouvernements de droite. Devons-nous encore rappeler que le gouvernement fédéral a porté l'âge de la pension à 67 ans, alors qu'aucun des partis au gouvernement n'en avait soufflé mot avant les élections. Cela s'appelle tromper les électeurs.

Ce n'est d'ailleurs pas la seule attaque lancée contre nos pensions. La discussion concernant les métiers pénibles ne progresse pas, elle avance de manière tellement lente et difficile que les critères finalement retenus risquent d'empêcher tout départ anticipé. Il s'avère aussi que de nombreux travailleurs auront moins de pension s'ils décident de quitter le marché du travail un peu plus tôt, une perte qui pourrait monter jusqu'à 254 euros par mois.

Je n'ai pas peur d'affirmer ici que la plupart des bagagistes dans les aéroports ne tiendront pas jusqu'à l'âge de 67 ans. Tout comme les chauffeurs de bus et de camion, avec la circulation actuelle. En réalité, le secteur du transport ne connaît que des emplois lourds et pénibles.

Pourtant, le ministre des Pensions Bacquelaine mène la discussion en véritable bureaucrate. Qu'y a-t-il de plus facile que d'augmenter l'âge de la pension ou de renforcer les critères d'un emploi pénible, assis dans une chaise confortable autour d'une table. Ne serait-ce pas une bonne idée d'envoyer ces ministres pendant une semaine sur le terrain pour charger et décharger des avions ou aider dans une entreprise logistique... pour ensuite revenir autour de la table pour discuter de l'allongement de la carrière en connaissance de cause?

Lutter pour les droits syndicaux

En ma qualité de président de la Fédération européenne des travailleurs du transport (ETF), j'ai eu récemment l'occasion de rendre visite à nos camarades en Turquie. L'activité syndicale y subit de lourdes attaques de la part du gouvernement Erdogan. Nul n'ignore que des dizaines et des dizaines de journalistes, de juges, d'avocats, d'enseignants... et surtout de très nombreux syndicalistes ont été mis en prison.

Après l'échec du coup d'Etat, ils ont été durement touchés. Prétextant la lutte contre le terrorisme, les autorités turques étouffent toute voix critique. C'est le cas notamment de Nurettin Kılıçdogan, le président du syndicat du transport Tumtis à Ankara. Il a été condamné à six ans de prison ferme «*pour avoir recruté des membres pour son organisation syndicale*». C'est ce que nous faisons tous. Si on devait appliquer le même raisonnement à nous syndicalistes belges, nous nous retrouverions tous en prison. Nous ne pouvons accepter pareille situation. Nous réclamons dès lors la libération immédiate de Nurettin et de ses camarades turcs.

A ceux qui se demandent ce que nous, syndicalistes belges, avons à voir avec cette situation, nous répondons que dans notre pays également, les libertés syndicales sont menacées. Pensons au camarade Bruno Verlaeckt, président de la FGTB d'Anvers, poursuivi lui aussi en justice, ou au procès intenté à nos camarades de Liège, poursuivis pour avoir organisé des barrages routiers. On fait de plus en plus souvent appel aux tribunaux belges pour tenter de criminaliser le travail syndical en Belgique.

Et puis, il y a les délégués syndicaux, menacés ou tout simplement licenciés, comme récemment encore chez Vandemoortele. Dans beaucoup d'entreprises, les militants syndicaux subissent des pressions à cause de leur engagement syndical. Il faut que cela cesse!

Où est notre débardeur anversois?

L'UBT a la tradition d'organiser chaque année deux fêtes en l'honneur du débardeur anversois. Il s'agit d'une magnifique statue réalisée par Constantin Meunier en hommage aux dockers. Le 1er mai, les dockers anversois rendent hommage à la statue tandis que le 1er novembre, ils commémorent les victimes d'accidents du travail dans le port d'Anvers. La statue se trouve ou plutôt, se trouvait encore récemment devant l'hôtel de ville d'Anvers. Aujourd'hui, elle ne s'y trouve plus, elle a tout simplement disparu.

Après quelques recherches, nous avons retrouvé la statue de notre débardeur dans un dépôt au parc Middelheim. La ville d'Anvers, faisant preuve d'un irrespect honteux, y a largué ce symbole si cher aux dockers anversois. La raison ne nous a pas été communiquée, mais la disparition serait liée aux travaux de rénovation de l'hôtel de ville.

Cette attitude témoigne d'un manque de respect flagrant à l'égard des dockers anversois. Nos dockers sont fiers de leur débardeur, de leur travail, de leur port,... et souhaitent être traités avec respect, ce qui est apparemment trop difficile pour la municipalité d'Anvers et le bourgmestre De Wever. Dans la foulée de leur volonté de s'attaquer au statut du docker, la N-VA et l'Open-VLD se débarrassent aujourd'hui du symbole des dockers, le statut du débardeur. Les dockers ne manqueront pas d'y penser le 14 octobre lorsqu'ils iront voter aux communales.

Frank Moreels
24 avril 2018

> AUTOCARS

La sécurité des chauffeurs et des passagers prioritaires pour l'UBT

Les nouvelles propositions que la Commission européenne veut imposer en matière de temps de conduite et de repos touchent les conducteurs d'autocar dans plusieurs aspects essentiels de leur emploi, à savoir leur sécurité et la combinaison travail et vie privée. Les passagers et les chauffeurs ne sont pas d'accord avec l'allongement des temps de conduite et le raccourcissement des temps de repos.

Steven Steyaert, propagandiste de l'UBT: «*Devoir rouler jusqu'à 20 jours avant de pouvoir prendre ses deux jours de repos, voilà ce qui est inacceptable et constitue une atteinte à la sécurité et à la vie familiale des chauffeurs. L'UBT poursuivra ses actions contre ces propositions. La semaine dernière, nous avons déjà organisé des actions à Bruxelles, Anvers et Charleroi. Fin mai, nous allons à Strasbourg pour manifester notre opposition à ces propositions inacceptables.*»

Ensemble on est plus forts

à la grande manifestation pour les pensions du 16 mai

L'UBT mobilise ses troupes en vue de la manifestation pour les pensions organisée par le front commun syndical. Ces délégués de la Flandre orientale appellent en tout cas à participer en masse à cette action.